Date Submitted: 05/05/2009

Les collections de presse à la Bibliothèque Nationale Centrale de Rome: face au défi de la sédimentation et de la transmission d'une mémoire collective nationale

Paola Puglisi
Biblioteca Nazionale Centrale Vittorio Emanuele II
Roma, Italia
Ufficio Giornali e Atti ufficiali

Meeting: **106. Newspapers**

WORLD LIBRARY AND INFORMATION CONGRESS: 75TH IFLA GENERAL CONFERENCE AND COUNCIL
23-27 August 2009, Milan, Italy
http://www.ifla.org/annual-conference/ifla75/index.htm

Abstract

La Bibliothèque Nationale de Rome « Vittorio Emanuele II » (BNCR) est strictement liée à la naissance de l'État unitaire italien en 1861: l'institut (ouvert le 14 mars 1876 dans l'ancien siège du Collegio Romano) naquit en effet grâce aux recueils libraires de soixante-neuf bibliothèques des congrégations religieuses dont les biens fûrent confisqués par l'État ; à ceux-ci s'ajoutèrent de nombreuses dons de particuliers et enfin, dès 1880, le dépôt légal. Comme le stockage des « Giornali politici » a suivi une numération progressive, en se promenant le long des étagères dans les sept niveaux du magasin réservés à eux, on peut suivre le développement de la presse italienne, et par ricochet celui de l'histoire même d'Italie.

Cette contribution se propose de présenter un bref profil de cette collection, ainsi que de définir le rôle de la BNCR dans le sistème bibliothécaire italien, face à son mandat de rassemblement et de conservation des publications et à la très récemment rénouvée loi sur le dépôt légal (2006). Pendant le temps, une mémoire de plus en plus complexe n'arrête pas de se refléter dans le miroir de la presse – qui naît pour durer l'espace d'un jour, mais qui doit être préservée afin de consentir la transmission de cette mémoire ; et il y a aussi une très forte demande d'accès aux collections des journaux, historiques et courants : donc on se propose aussi de réfléchir sur la question, s'il ya une cohérence entre cette demande, et la ou les stratégies italiennes pour y répondre ; et s'il est utile, à ce propos, de rappeler certaines particularités de la presse d'information italienne et de son histoire.

La presse à la *BNCR* et l'entretien des collections *par projets*

La Bibliothèque Nationale de Rome « Vittorio Emanuele II » (*BNCR*) est strictement liée à la naissance de l'État unitaire italien: l'institut (ouvert le 14 mars 1876 dans l'ancien siège du *Collegio Romano*) naquit en effet grâce aux recueils libraires de soixante-neuf bibliothèques des congrégations religieuses dont les biens fûrent confisqués par l'État; à ceux-ci s'ajoutèrent de nombreuses dons de particuliers et enfin, dès 1880, le dépôt légal. Est-ce qu'on peut parler d'un *fondo* (corpus) de journaux? Ma réponse est oui. C'est remarquable, d'abord, que les titres les plus

anciens acquis par dépôt légal sont conservés sous la cote « Giornali politici » ; ensuite, ça changera en « Giornali », tandis que le critère adopté pour définir les compétences de la section, par rapport aux autres collections de périodiques de la bibliothèque, a été la *périodicité*. Encore aujourd'hui, on gère séparément l'ensemble des quotidiens, pluri-hebdomadaires, hebdomadaires, jusqu'aux bimensuels: c'est-à-dire, on réconnaît qu'environ jusqu'à cette dernière périodicité il s'agit de la presse d'information, générale et politique; au-delà c'est de la presse académique et des revues spécialisées : mensuels, bimestriels, trimestriels, etc. On doit reconnaître d'ailleurs que la mise en commun du *format journal* et du *format magazine* entraîne plusieurs problèmes, tout spécialement en ce qui concerne les politiques de conservation et de prévention – alors que l'évidence donnée aux contenus n'est pas mise en valeur par les modalités de gestion (la collection n'est pas numérisée ni dépouillée, les magazines non plus).
Comment préserve-t-on les journaux à la *BNCR* ? Au début on les a reliés – ça qu'aujourd'hui on ne juge pas comme la modalité la meilleure. Ensuite, dès les années soixante-dix (et notamment après l'inondation de l'Arno à Florence en 1966), on a mis en place une politique de sauvegarde de la presse par microfilmage : on microfilmait la collection historique et au même temps on achetait directement en microfilm les principaux titres courants, afin de préserver les originaux (qui pendant ce temps entraient par dépôt légal). Dès les années quatre-vingt on a remplacé la reliure par un conditionnement entre deux cartons fermés d'un passement ; et enfin, il y a quelque mois, on va expérimenter l'encapsulement sous vide. Malhereusement, la politique de conservation par le microfilmage, qu'on réalisait grâce aux financements de l'activité courante de la bibliothèque, face à une drastique réduction des mêmes financements ne peut compter maintenant que sur des projets finalisés. Les derniers de ces projets, en *BNCR*, ont permis le microfilmage des quotidiens romains des siècles XIXème et XXème, et d'environ dix ans de pages de chronique locale des principaux quotidiens nationaux. Toutefois, aujourd'hui tous travaillent par projets, et donc c'est toujours plus difficile que tous les projets soient financés… Et je crois qu'il faut dénoncer que c'est très grave ce que désormais c'est normal : que les bibliothèques, surtout celles soi-disant « de conservation », n'ont pas des financements *courants* référés à la conservation préventive. Il y a par contre une très forte demande d'accès à la presse, historique et courante. Avec ma contribution, j'essayerai de réfléchir sur la question, s'il ya une cohérence entre cette demande et *la* ou *les* stratégies italiennes pour y répondre ; et s'il est utile, à ce propos, de rappeler certaines particularités de la presse d'information italienne et de son histoire.

L'histoire dans le miroir de la presse

Comme le stockage des « Giornali politici » a suivi une numération progressive, en se promenant le long des étagères dans les sept niveaux du magasin réservés à eux, on peut suivre le développement de la presse italienne, et par ricochet celui de l'histoire même d'Italie. Je voudrais rappeler ici les actes d'un Symposium IFLA dont il m'est arrivé de faire le compte-rendu, et particulièrement une très belle introduction d'Alain Cordier, *Le rôle primordiale de la presse écrite dans la mémoire collective*, où l'image de ce *miroir* qui est la presse était centrale[1]. C'est peut-être banal, de ma part, de mettre en évidence le rôle des journaux en tant que source historique – et d'autre part, on a souvent mis en question la validité et la mesure de ce rôle ; cependant, encore au XIXème siècle la presse est une source primaire pour l'histoire des événements politiques, d'autant plus qu'elle se présente parfois, selon l'historien Paolo Spriano, comme une *glose* aux *Actes parlementaires*[2]. Ensuite, bien sûr, face au « quatrième pouvoir », on va rappeler avec un autre historien, Nicola Tranfaglia, que la représentation de la réalité que nous donne la presse est plus près du cinéma que de la photographie, et qu'on a besoin, avant de l'utiliser, d'un véritable *mode d'emploi*, dont Tranfaglia nous esquisse un très bon exposé[3]. Quand même, le rôle des bibliothèques par rapport à ces supports fragiles de notre mémoire c'est d'abord de les préserver.
Parmi les bibliothèques italiennes, c'est la Nationale de Florence qui a une collection de journaux pareille à celle de Rome, même plus riche ; sauf que Florence a supporté la dramatique inondation

de l'Arno en 1966 – une date qui a forcément accru l'expérience de conservation et prévention dans les bibliothèques italiennes – et milliers de ses journaux ont été endommagés. Encore, comme le dèpôt légal a toujours destiné les publications non seulement aux deux bibliothèques centrales mais aussi à un réseau de bibliothèques provinciales, les recueils de presse du niveau national peuvent compter sur plusieurs collections locales pour se compléter (physiquement ou virtuellement) – à cet égard, on ne saurait nier le parallèle entre notre système bibliothécaire et l'achèvement tardif de l'unification d'Italie.

1848 : « Un déluge de journaux »

Pour qu'on puisse parler d'une presse *italienne* on doit attendre la proclamation du Royaume d'Italie en 1861 ; mais l'année des révolutions, le 1848, ça change aussi les règles dans le domaine de la presse. Dès la concession des chartes constitutionnelles, entraînant l'abrogation de la censure préventive, on avait le droit de publier un journal sans aucune autorisation préalable, sauf que chaque titre devait nommer un *gérant*, qui était responsable au cas où l'autorité y reconnaissait des expressions hostiles à la famille royale, au Pape, à la réligion, à la morale, à l'ordre public[4]. Ce n'était pas une très bonne marge – et ne tiendra pas longtemps ; de toute façon, le 1848 provoqua *un déluge de journaux*, comme le décrivait le plus ancien des feuilles satiriques parus à l'époque, l'« Arlecchino » de Naples[5]. Parmi ces feuilles, il y en a des conservateurs et des progressistes, des catholiques et d'anticléricaux, mais tous manifestaient l'envie de prendre parti, la plupart déjà par le titre : « Il diavolo », « Il fischietto », « La frusta », « La lima », « Lo spirito folletto », « La strega », etc. Et s'il est vrai qu'ils étaient encore l'expression d'une élite alphabétisée et intéressée à la politique, on doit reconnaître aussi que leurs illustrations allaient devenir un nouveau langage, capable d'impliquer beaucoup du monde, et d'établir une première liaison entre la presse d'information et un public populaire, qui y cherchera des informations sur les événements du jour.
Comme la révolution du 1848 fut presque partout refoulée, la presse aussi (sauf que dans le Royaume de Savoie) vit au rythme des Constitutions : plusieurs titres cessèrent d'exister en 1849 et virent le jour après l'unification, en 1861. Dans le nouveau Royaume d'Italie, de Turin à Boulogne, de Florence à Naples, sur la presse d'information, même satirique, les discussions et les échos de la politique étaient représentés avec une attention tout à fait particulière aux sentiments populaires et locaux : c'était là le cas de Pulcinella (le masque le plus typique de Naples), qui ne veut pas manger les « maccheroni » à la sauce piémontaise[6] ; mais presque chaque feuille faisait parler une masque ou un personnage (« Calandrino », « Don Pirloncino », etc.), qui allait fourrer son nez partout afin d'en raconter à ses lecteurs. En général, avec son hétérogénéité et sa vivacité, la presse après-1848 (et après-1861) est un véritable miroir des aspects et du caractère du jeune État italien: ceux que le Roi Vittorio Emanuele (avec les autres « pères de la patrie » : Cavour, Garibaldi, Mazzini) conduisit enfin à l'unité – une unité souvent perçue comme artificieuse, en tant que elle serait encore sans conscience de soi-même dans une très grande partie du pays.
Ces collections là, c'est à dire les titres révolutionnaires de 1848 et la presse des années 1861-1880 environ, ne sont pas représentés exhaustivement par la *BNCR*, car leur acquisition a été occasionnelle et simultanée à la fondation de celle-ci. Ils sont cépendant un corpus très représentatif de ce que plusieurs historiens ont défini « le caractère régional de la presse italienne » de cette époque : parmi les intitulés qui reviennent il y a beaucoup de « Corriere di… », « Gazzetta di… » suivi du nom d'un lieu. Encore, ils ont en commun, quelle que soit leur orientation, qu'ils poursuivent exclusivement des buts de propagande politique.

1880 : L'Italie c'est fait, on doit faire la presse italienne…[7]

Vers 1880, au moment où la Bibliothèque obtient le dépôt légal et donc les journaux sont acquis assez régulièrement, un concours de circonstances va changer la nature de la presse d'information italienne. Depuis déjà quelques années il y avait des feuilles qui critiquaient le gouvernement de la

Droite (« Roma », « Il Popolo romano », « La Nazione »…), d'une part en harmonie avec la bourgeoisie des professions et du commerce, de l'autre avec quelques groupes de finance. Dès 1876, lorsque la Gauche avec Agostino Depretis prit le pouvoir, on enregistra la naissance de plusieurs titres nouveaux, la plupart pro-gouvernement. Il arriva pourtant le « scandale Oblieght » : ce financier italo-hongrois, en accord avec Depretis, manœvra pour faire acquérir à un groupe français fortement conservateur la propriété de quelques journaux italiens parmi les modérés. La découverte de l'affaire Oblieght, de même que le soi-disant « transformisme » parlementaire, causèrent un hiatus important entre le milieu politique, l'opinion publique et la presse : celle-ci essayera de gagner une plus grande indépendance. Même si on n'atteindra jamais complètement cet objectif, la presse italienne devient à cette époque plus moderne: à côté des éditions de l'après-midi et des suppléments illustrés, il y avait aussi l'intérêt pour l'Afrique, interessée par le colonialisme : les récits des envoyés spéciaux passionnaient le public ainsi que les prémière *campagnes* de presse, en opposition ou en soutien de la guerre coloniale (on rappelle celle du « Corriere della sera »). Parmi les titres qui dans les années quatre-vingts dépassent le niveau strictement régionaliste, on rappelle « Il Secolo XIX », « La Stampa », « Il Secolo » (né en 1866), « L'Opinione » (né en 1848), « La Tribuna » dans l'Italie du centre-nord; « Roma » et « Il Giornale di Sicilia » dans l'Italie méridionale. Bref, ce moment décisif pour la presse italienne, ainsi que le déroulement suivant, sont bien documentés le long des rayons des journaux de la *BNCR*, et les titres les plus importants sont presque tous microfilmés.

Du « déluge » de 1945, à l'expansion de la dimension locale

La plupart des lacunes, dont la collection de la Bibliothèque n'est pas exempte, sont relatives aux années 1943-1945, à savoir la guerre et le moment où l'Italie est coupée entre les Alliés au sud et les Allemands au nord. À la libération, il y aura un *déluge des journaux* pareil à celui du 1848[8]. Ce déluge du XXème siècle inclut des titres tout à fait récents, et des titres anciens qui reprennent leur parution, en se distinguant de l'époque fasciste par l'adjectif « nouveau » (« Il Nuovo Corriere », « Il Lavoro nuovo », etc.). Ensuite, en brossant ce tableau du développement de la presse italienne (forcément trop concis), on doit passer aux années soixante-dix et au transfert de pouvoirs publics aux Régions, comme prescrit par la Constitution républicaine : ce moment-là se rapporte dans une certaine mesure au phénomène le plus remarquable, environ au cours des trente dernières années, c'est-à-dire le très fort renforcement de la *dimension locale* de la presse – qui n'est pas en contraste, comme on pourrait estimer, avec la concentration des groupes de presse et le contrôle de plusieurs titres par la même proprieté. Même la mondialisation a créé un nouvel adjectiv : *glocal*. En effet, un très grand nombre de quotidiens augmentent le nombre de leurs pages de chronique locale selon les provinces ou bien les communes qu'ils atteignent; de même, les journaux à grande diffusion éditent plusieurs éditions locales. *Local*, pour la presse d'aujourd'hui, cela ne veut pas dire seulement proche d'un lieu, c'est aussi proche du lecteur et des ses intérêts : donc on peut recevoir son journal sur le portable ou par courrier électronique, ou bien le rédiger tout seul – comme c'est le cas du « Time », qui donne la possibilité aux usagers d'éditer leur « Mine »[9]. Mais, alors que tout se passe et se déplace dans la toile, et qu'on fixe l'an 2043 pour la dernière édition-papier du « New York Times »[10], du point d'observation de la *BNCR* on a l'impression que dans le domaine de la presse, beaucoup de choses vont changer, mais pour le moment on ne va pas faire des économies sur l'édition papier – il suffit de regarder la vitalité de la presse gratuite ; même le « Mine » ci-dessus, si l'on veut, il faut l'imprimer…

Les mémoires et les regards

Un aperçu de la quantité de papier qu'on va acquérir par dépôt légal : quarante-six quotidiens italiens à grande diffusion en 2008 ont paru en deux cents cinquante-cinq éditions locales ; et le nombre a presque quadruplé par rapport à l'an 2005. Depuis septembre 2006 il y a en Italie une

nouvelle loi sur le dépôt légal, et l'évasion a fortement baissée ; malheureusement cette loi n'a pas saisi l'occasion de réorganiser à fond le système bibliothécaire, ce qui est particulièrement évident dans le cas des périodiques. En effet, ces 255 éditions sont acquises, et elles doivent être enregistrées, cataloguées, conservées en papier, préservées de quelque façon, mises à disposition des usagers, par le deux bibliothèques nationales centrales, Rome et Florence ; alors que, selon le lieu de publication, les mêmes éditions locales sont acquises par les bibliothèques dépositaires régionales et provinciales, qui doivent les gérer de la même façon ; et toutes ces bibliothèques sont dépourvues, hélas, de financements réguliers, que la loi n'a pas prévu.
Pendant ce temps une mémoire de plus en plus complexe n'arrête pas de se refléter dans le miroir de la presse. Je voudrais remarquer ici la très belle leçon qu'il y a quelques mois l'écrivain Roberto Saviano nous a donnée à la télé : il s'agissait de la mesure, ou bien de la relation, qu'il y a entre les faits divers, la presse locale qui en parle, qui choisit une manchette à la une, plutôt qu'un entrefilet, et l'œil du lecteur de cette presse, et encore le regard d'un autre lecteur (cette fois-là c'était Saviano) capable de voir à travers ce procès de *sédimentation d'une mémoire par la presse*[11]. Pour qu'on puisse en avoir, de ces regards-ci, il faut préserver la presse – qui naît, ne l'oublions pas, pour durer l'espace d'un jour – et la préserver de façon que son contenu et son image soient accessible durablement. A présent, donc à l'heure où la dimension locale est sur la scène, le dépôt légal *régional*, qui représente l'innovation la plus remarquable de la nouvelle législation, devrait assurer la conservation de cette presse dans toute son extension *verticale* : à savoir, les quotidiens locaux, et les pages de chronique locale des titres nationaux ; la presse locale gratuite et celle en ligne ; les feuilles des associations du territoire, et la documentation de source publique des collectivités locales. Quant à la disponibilité, on y devrait investir bien davantage – et d'une manière tout à fait différente qu'on le fait à la bibliothèque nationale. Ainsi, ce n'est pas difficile de s'apercevoir qu'un modèle de gestion *durable* du dépôt légal de la presse devrait évoluer au plus vite vers une conservation *partagée* entre les deux niveaux, national et régional.

Hémérothèque, hémérothèques

Je ne mettrai pas en question ici la notion de microfilmage, de numérisation, ou bien *l'approche hybride*, ni le soit-disant *slow fire* qui minait les journaux, ni je ne mettrais en exergue les questions techniques; je vais tout simplement décrire l'approche réelle en Italie – on verra s'il s'agit d'une véritable stratégie – au défi de la préservation de la presse d'information et de la transmission de ces plusieurs mémoires qu'elle véhicule. La sauvegarde de la presse par microfilmage a été poursuivie avec continuité, par la *BNCR* et les autres bibliothèques italiennes, environ jusqu'à l'an 2000. Après cette date, en général, on commença par réfléchir sur l'opportunité de la numérisation, dont le projet le plus représentatif a été la *BDI, Biblioteca Digitale Italiana*[12], qui réunit sous son nom et ses financements plusieurs typologies de documents, parmi lesquels les périodiques. En même temps (mais au dehors du cadre *BDI*) on évalua l'idée d'une *Emeroteca Nazionale Italiana*, à réaliser en numérisant les microfilms des journaux des majeures collections italiennes : quant à ses contenus ce projet – jamais poursuivi ! – aurait dû se réaliser à partir d'une cinquantaine de titres parmi la presse la plus ancienne du niveau national et suprarégional[13]. De toute façon, plusieurs projets d'*hémérothèques régionales* étaient lancés (à l'initiative d'un certain nombre de bibliothèques d'État ou locales) ; et c'est grâce à certains de ces programmes de numérisation qu'on a fait l'expérience de méthodologies ensuite acquises par la *BDI*, dans laquelle ces même projets se sont finalement insérés[14]. Je me réfère surtout aux réalisations *EVA, Emeroteca virtuale aperta*, et *GEA, Giornali e altro*, de l'*Emeroteca digitale Braidense* (Milano) ; à l'*Emeroteca Digitale* de la Bibliothèque Augusta (Perugia) ; à la numérisation des périodiques du Haut-Adige par la Bibliothèque provinciale Claudia Agusta (Bolzano), à l'*Emerografia lucana* par la Bibliothèque provinciale de Potenza. Plus récémment, au dehors du cadre *BDI* mais en partageant les mêmes standards techniques, on travaille à la *Biblioteca Digitale Piemontese* (en numérisant « La Stampa » et l'édition piémontaise de « l'Unità »), à l'*Emeroteca Virtuale Toscana*, à la numérisation des

journaux des Pouilles par la Bibliothèque Nationale de Bari. Parmi tous ces réalisations, il faut remarquer que l'*Emeroteca digitale Braidense* va préfigurer un portail suprarégional, car elle a accueilli récémment le projet *TRIPEDI-Trieste Periodici digitali*[15].

Il suffit de parcourir les tableaux de titres de chacun de ces projets pour y retrouver les facettes de ce miroir là... On y reconnaît le fruit d'une politique de préservation et de mise en valeur de la presse locale, qui va se modeler sur l'histoire au niveau du territoire – ce qui est une véritable extension du soin que plusieurs bibliothèques, en Italie, adressent au *département de la documentation locale*. À condition qu'on prépare des programmes de conservation préventive des journaux courants, cette même politique est en plein accord aussi avec le renforcement de la dimension locale de la presse – ce qui représente évidemment la réponse à une demande d'information et d'attention au même niveau. Enfin, ça marche en plein accord avec l'histoire d'une unité nationale poursuivie en dépit de la force d'attraction exercé par de très différents états régionaux.

Malheureusement, la somme de plusieurs politiques régionales n'est pas toujours une stratégie régionale, dont la condition nécessaire serait la conscience d'être part d'un système ; et ce n'est pas non plus une politique ou même une stratégie nationale. Grâce aux projets mentionnés ci-dessus, on peut parcourir à nouveau le développement et la richesse de la presse régionale italienne – pas assez ceux d'une presse *italienne*. En effet, à quelques exceptions près, les titres jusqu'ici numérisés n'atteignent pas cette presse de niveau national dont on a vu la naissance au cours des années quatre-vingt du XIXème siècle ; en passant, beaucoup de ces titres ont arrêté leur parution il y a longtemps, donc ils sont, quant aux droits d'auteur, dans le domaine des *œuvres orphelines* : c'est-à-dire aucun éditeur ne se chargera jamais de leur numérisation en prévision d'un profit quelconque.

Je suis convaincue que c'est donc dans ce domaine, vers la réalisation d'une *hémérothèque italienne*, que la *BNCR*, conformément à son mandat, devra développer ses programmes de sauvegarde de la presse dans l'avenir. Enfin, face à un procès d'unification nationale souvent accueilli comme imposé d'en haut et qu'encore aujourd'hui donne matière à discussion, cette source formidable qui est la presse doit se préserver – en partageant les charges entre les deux niveaux, national et local – pour tous les regards qu'y chercheront une meilleure compréhension du fascinant procès de sédimentation et de transmission de la mémoire.

Paola Puglisi

---

[1] Alain Cordier, « Le rôle primordial de la presse écrite dans la mémoire collective », en *Proceedings of the IFLA Symposium: managing the preservation of periodicals and newspapers. Actes du Symposium IFLA: Gérer la conservation des périodiques et de la presse, Bibliothèque nationale de France, Paris, 21-24 august 2000*, edited by Jennifer Budd, Mûnchen : Saur, 2002, p.11-20.

[2] Paolo Spriano, « L'informazione nell'Italia unita », en *Storia d'Italia. I documenti*, v. 5, t. 2, Torino : Einaudi, 1973, p. 1829-1866 (p. 1834).

[3] « Un'introduzione di metodo. I giornali e la ricerca storica » [1983], en Nicola Tranfaglia, *Ma esiste il quarto potere in Italia ? Stampa e potere politico nella storia dell'Italia unita*, Milano : Baldini Castoldi Dalai, 2005, p. 15-47.

[4] Sur l'histoire de la presse italienne à cette époque : Valerio Castronovo, Luciana Giacheri, Nicola Tranfaglia *La stampa italiana nell'età liberale*, Bari : Laterza, 1979.

[5] « Diluvio costituzionale » [illustration de L. Mattei], *L'Arlecchino: giornale comico politico di tutti i colori*, 10 avril 1848, p. 3.

[6] « Pulcinella pretenderebbe che i maccheroni alla napoletana non fossero cucinati alla piemontese » [illustration], *Il lampione : giornale per tutti*, 6 décembre 1860, p. 3.

[7] On se réfère ici à l'expression attribué a Massimo D'Azeglio : < http://it.wikiquote.org/wiki/Massimo_d'Azeglio >.

[8] « 25 quotidiani 25 » [illustration de Furio Scarpelli], *Cantachiaro*, 27 janvier 1945.

[9] < https://www.timecmg.com/mine/ >.

[10] Vittorio Sabadin, *L'ultima copia del « NewYork Times ». Il futuro dei giornali di carta*, Roma : Donzelli, 2007.

[11] < http://www.robertosaviano.it/documenti/9983 >.

[12] < http://www.bibliotecadigitaleitaliana.it/genera.jsp >.

[13] Sur le projet *Emeroteca Nazionale Italiana*, et à propos des politiques de numérisation des journaux en Italie et dans les autres Pays: Paola Puglisi, « *Newspaper Librarianship*, in italiano ? Riconoscere la specificità dei giornali per pianificarne la gestione fisica e dei contenuti », en *Biblioteche oggi*, 26, 1, gennaio-febbraio 2008, p. 46-59.

[14] < http://www.bibliotecadigitaleitaliana.it/genera.jsp?id=453&l=it >.

[15] < http://www.regione.piemonte.it/cultura/bdp/progetti.htm > ; < http://emerotecavirtualetoscana.siav.it/ > ; < http://espresso.repubblica.it/dettaglio-local/Ledicola-della-storia-L%C2%B4archivio-digitale-dei-giornali-dal-1876-al-1951/2053827 > ; < http://emeroteca.braidense.it/progetti/tripedi.php >. Tous les sites ont été visités le 30 avril 2009. Je remercie Luciano Carcereri et Giuseppe Vitiello qui ont lu ma contribution dans le cadre de son écriture en français.